APPEL D'OFFRES POUR UN CONSULTANT INDIVIDUEL

Date: 13/05/2016

Pays : Comores

Location : Moroni

Description la mission: CONSULTANT INTERNATIONAL JURISTE

Nom du Projet: Réseau national des Aires Protégées (RNAP)

Durée de la mission): 6 mois

Les offres doivent être soumises à l'adresse suivante http://jobs.undp.org/cj_view_job.cfm?job_id=66327

Au plus tard le **27/05/2017**

Toute demande de clarification doit être adressée par écrit, ou par communication électronique standard à achats.km@undp.org. Le service des Approvisionnements du PNUD répondra par écrit ou par courrier électronique standard et enverra des copies écrites de la réponse, y compris une explication de la requête sans identifier la source de la demande, à tous les consultants qui auront manifesté leur intérêt à soumissionner.

1. CONTEXTE

Le projet « Développement d'un réseau national d'aires protégées terrestres et marines représentatives du patrimoine naturel unique des Comores et cogérées avec les communautés villageoises locales », financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial et le PNUD, cherche à conserver la biodiversité marine et terrestre d'importance mondiale de l'Union des Comores en établissant un système d'aires protégées (APs) plus vaste et fonctionnel dans trois des îles de l'Union des Comores : Ngazidja, Mwali et Ndzouani, un système qui soit à la fois représentatif de la richesse en biodiversité du pays et qui offre les perspectives d'un avenir durable.

Le caractère insulaire des Comores et le fait qu'elles soient situées dans la zone tropicale riche en biodiversité du Sud de l'Océan Indien confèrent au pays une priorité élevée dans l'agenda mondial pour la conservation. Cependant l'appui en matière de conservation de la nature attend encore de recevoir l'attention internationale escomptée, notamment en matière de développement des capacités et de financement durable. Pendant ce temps, la biodiversité des Comores a été, et continue d'être, fortement affectée par l'activité humaine. Actuellement, le réseau d'aires protégées des Comores n'est constitué que d'un seul site classé, le Parc National de Mohéli, qui a été mis en place en 2001. Il n'y a pas encore d'AP terrestre officielle, malgré que les écosystèmes terrestres soient soumis à des pressions considérables. Dès la mise en place du Parc National de Mohéli, les Comores avaient planifié la création

d'au moins une AP terrestre et une AP marine sur chacune des îles. Pour diverses raisons ces plans n'ont pu être réalisés jusqu'à présent.
Le projet consolidera le système d'APs par son expansion en créant de nouvelles APs qui augmenteront la protection d'écosystèmes terrestres et marins d'au moins 57.820 ha et par le développement des capacités à tous les niveaux. Les cadres législatif et politique seront ajustés à la nouvelle constitution du pays et consolidés pour clarifier la gouvernance et la gestion du système national d'APs. Des orientations stratégiques seront établies pour guider la création d'un réseau national d'APs qui optimisera la représentativité de la biodiversité du pays. Une entité dédiée au développement et à la gestion du système national d'APs sera créée et ses capacités renforcées en vue de mettre en commun l'expertise et les ressources financières pour apporter des services aux APs de manière efficiente. Un système de gestion de connaissances pour la conservation de la biodiversité mettra en réseau les bases de données existantes et développera une base de données spécifique aux aires protégées pour permettre d'y implanter une gestion adaptative. Un mécanisme de financement durable sera mis en place pour couvrir les coûts récurrents des opérations des aires protégées.
Au niveau des sites individuels, la gestion des APs sera consolidée par la mise en place des infrastructures et de l'équipement requis pour assurer les opérations essentielles, le développement des outils de gestion, l'appui aux comités de cogestion et la mise en place d'un système de suivi des ressources ciblées par les efforts de conservation dans les APs. Les capacités des acteurs de la cogestion seront renforcées pour qu'ils soient en mesure de jouer leur rôle de manière autonome. Les modes de gouvernance de l'utilisation des terres, des espaces marins et des ressources seront clarifiés. Des lignes directrices seront définies pour encadrer le développement d'un tourisme durable et responsable en lien avec les aires protégées qui pourra contribuer à financer les efforts de conservation. Le projet appuiera aussi le développement d'activités de subsistance et économiques visant à réduire les pressions sur la biodiversité tout en améliorant la qualité de vie des communautés riveraines des APs.
À cet effet, le Bureau du PNUD et le Gouvernement des Comores entendent recruter un(e) Consultant(e) international(e) Juriste pour appuyer la coordination et la gestion des activités du projet.

Description de la mission
Le (la) Consultant(e) international(e) Juriste sera recruté(e) localement sur la base d'un processus concurrentiel ouvert. Il ou Elle sera responsable de fournir une expertise juridique pour le développement des cadres législatif, règlementaire et institutionnel du système national des APs, pour la formalisation de la création des APs et de l'adoption de leurs plans de gestion et pour les questions légales impliquées dans la négociation des droits d'accès et d'usage dans le cadre du développement des accords de cogestion.

2. Tâches et responsabilités

Le (la) Consultant(e) international(e) Juriste est chargé(e) travaillera en étroite collaboration avec toute l'équipe du projet pour accomplir les tâches suivantes :

- Participer activement et en étroite collaboration avec l'ensemble de l'équipe du projet à toutes les tâches de planification (plans de travail budgétisés), de suivi, et d'examen de la mise en œuvre du projet et au partage des connaissances pour les aspects qui relèvent de ses compétences et de ses responsabilités ;
- Assurer le leadership, avec l'appui du Coordonnateur National du Projet (CNP), du développement du cadre législatif et institutionnel pour la gestion du système d'Aires Protégées, ce qui comprend :
- L'établissement des comités de supervision, l'organisation et l'animation des ateliers locaux et nationaux de consultation, et la rédaction, la soumission et le suivi de l'adoption des textes

législatifs et règlementaires nouveaux, mis à jour, consolidés et/ou harmonisés pour planifier, créer, gérer et superviser les aires protégées ;

- La formalisation de la structure institutionnelle, particulièrement la rédaction des textes de création et les consultations pour mettre en place le Conseil d'Administration du système d'Aires Protégées et le Comité consultatif du système d'Aires Protégées (représentants des parties prenantes) ;
- Contribuer au processus menant à l'expansion du système d'APs par la création des APs élargies et nouvelles en assistant aux consultations publiques requises par le LCE (Loi–cadre relative à l'environnement : ateliers insulaires pour chaque AP), en appuyant la synthèse du projet de création de chaque AP et en assurant la rédaction des décrets de création / modification des APs, leur soumission aux autorités;
- Contribuer au développement des capacités du personnel technique concerné au sein des Directions en charge de l'Environnement (Union et Îles), des représentants des communautés riveraines des Aires Protégées et de tout autre partenaire impliqué dans la cogestion des Aires Protégées, ce qui inclut la participation à l'évaluation des capacités des acteurs de la cogestion des Aires Protégées, et à la conception et la mise en œuvre du Plan de développement des capacités (formations) dans les domaines qui relèvent de son expertise;
- Contribuer dans la mesure du possible à clarifier la gouvernance de l'utilisation des ressources en apportant un appui-conseil pour concevoir les enquêtes sur les droits d'utilisation des terres et de la mer et des ressources et pour appuyer les négociations en vue de sécuriser les droits d'utilisation à long terme

Pour plus d'informations, veuillez-vous référer à l'Annexe 1

3. Qualifications et experience requises

I. Qualifications et expérience

Le ou la candidat(e) recherché(e) doit être titulaire d'un diplôme d'études universitaires supérieures (maîtrise ou équivalent) en droit avec une spécialisation dans le domaine de l'environnement.

Il ou elle devra avoir :

- Une grande capacité à rédiger des textes de loi dans la version finale.
- Au moins 5 années d'expérience en droit environnemental ou en lien avec la gestion des ressources naturelles ;
- De solides compétences dans le développement de textes juridiques et dans le suivi de leur application,
- Une profonde compréhension des questions de conservation de la biodiversité, des questions des droits fonciers et des droits d'accès aux ressources terrestres et marines ;
- Une expérience pratique impliquant des collaborations entre des ministères/directions, les autorités du pays, des projets financés par des bailleurs de fonds, des institutions nationales partenaires et des parties prenantes locales ;
- Une capacité à travailler efficacement avec des partenaires à tous les niveaux, incluant les

représentants des communautés locales, les responsables de l'environnement au sein de l'Union et des gouvernements, ainsi qu'avec tous les groupes impliqués dans le projet.

II. Compétences:

- Sens de l'organisation et de la gestion ;
- Maturité personnelle et professionnelle ;
- Excellentes capacités pour le travail d'équipe avec de bonnes relations interpersonnelles ;
- Grande capacité d'adaptation dans toute situation conflictuelle en milieu de travail et communautaire ;
- Forte autonomie et capacité à gérer une grande charge de travail ;
- Capacité à travailler sous la pression et à répondre à des demandes supplémentaires dans des délais courts ;
- Capacité d'écoute, de négociation et d'arbitrage.

***Langues**:*

- Excellentes aptitudes à communiquer par écrit et oralement en français ;
- U*ne bonne connaissance pratique de l'anglais écrit et parlé est un atout*
- *La non maîtrise de la langue française est un critère d'exclusion.*

***Autres informations utiles** :*

- *Processus d'approbation requis pour certifier l'atteinte des résultats et les paiements.*
- *Le paiement du consultant sera effectué à la fin de chaque mois après certification faite sur la base de la satisfaction des services fournis par le consultant, notamment les rapports dus et l'avancement des produits attendus.*

4. DOCUMENTS A SOUMETTRE

Soumission - le consultant international devra soumettre un dossier comprenant deux propositions (technique et financière):

1. **La proposition technique doit contenir**:

- Une copie du dernier diplôme
- Une lettre de motivation
- Un CV personnel, y compris l'expérience acquise dans le domaine recherché, etc…
- Un formulaire P11 des Nations Unies dûment rempli et au moins 3 personnes de référence avec leurs adresses mail téléchargeable sur http://sas.undp.org/Documents/P11_personal_history_form.doc
- Une brève description de la méthodologie de travail indiquant les différentes étapes d'atteinte des résultats et le chronogramme.

2. **La proposition financière**:

- Une proposition financière sur la base d'un montant forfaitaire incluant (les honoraires, les frais de voyage, les indemnités journalières/perdiems et le nombre de jours ouvrables pour la durée de la consultation).
- Pour permettre une meilleure appréciation du montant forfaitaire proposé, le consultant doit éclater son montant forfaitaire en indiquant clairement les frais prévus pour les honoraires, les frais de voyages internationaux et ceux affectés aux indemnités journalières/perdiems.

5. Voyage

Tous les frais de voyage envisagé doivent être inclus dans la proposition financière.

Cela comprend le voyage à jusqu'au lieu d'affectation En général, le PNUD ne devrait pas accepter les frais de voyage dépassant celles d'un billet en classe économique. Si le Consultant individuel souhaite voyager sur une classe supérieure, il / elle doit le faire à sa charge.

Dans le cas de voyage imprévisible, le paiement des frais de déplacement, y compris les billets, l'hébergement et les frais terminaux doit être convenu, entre le bureau et Consultant individuel, avant le voyage et lui sera remboursé.

6. EVALUATION

Méthode d'évaluation des offres :

- *La méthode d'évaluation qui sera utilisée est celle du meilleur rapport qualité/prix (score combiné). Il sera tenu compte des qualifications du consultant et sa proposition financière avec un score d'au moins 30 % pour l'offre financière*
- *Seules les candidatures ayant obtenu une note au moins égale à 70 points sur le total des 100 points seront retenues pour une analyse financière.*

La sélection sera faite sur la base des critères suivants notés sur 100 comme suit :

Critères de sélection	Points
Niveau de formation des intervenants	15
Expérience professionnelle en législation de l'environnement	20
Expérience en législation relative aux aires protégées (dont les parcs nationaux)	25
Expérience en rédaction de textes législatifs en version finale	15
Expérience en animation d'ateliers relatifs à la création de textes législatifs	15
Connaissance des procédures PNUD et/ou GEF	10

TOTAL	**100**	

ANNEX 1- TERMES DE REFERENCES (TDR)

CONSULTANT INTERNATIONAL JURISTE

Location : Moroni

Type de Contrat : Contrat individuel

Niveau de poste : Consultant International

Langages requis : Français (Anglais)

Date de démarrage : Dès que possible

Durée de la mission : 6 mois

Contexte d'intervention

Le projet « Développement d'un réseau national d'aires protégées terrestres et marines représentatives du patrimoine naturel unique des Comores et cogérées avec les communautés villageoises locales », financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial et le PNUD, cherche à conserver la biodiversité marine et terrestre d'importance mondiale de l'Union des Comores en établissant un système d'aires protégées (APs) plus vaste et fonctionnel dans trois des îles de l'Union des Comores : Ngazidja, Mwali et Ndzouani, un système qui soit à la fois représentatif de la richesse en biodiversité du pays et qui offre les perspectives d'un avenir durable.

Le caractère insulaire des Comores et le fait qu'elles soient situées dans la zone tropicale riche en biodiversité du Sud de l'Océan Indien confèrent au pays une priorité élevée dans l'agenda mondial pour la conservation. Cependant l'appui en matière de conservation de la nature attend encore de recevoir l'attention internationale escomptée, notamment en matière de développement des capacités et de financement durable. Pendant ce temps, la biodiversité des Comores a été, et continue d'être, fortement affectée par l'activité humaine. Actuellement, le réseau d'aires protégées des Comores n'est constitué que d'un seul site classé, le Parc National de Mohéli, qui a été mis en place en 2001. Il n'y a pas encore d'AP terrestre officielle, malgré que les écosystèmes terrestres soient soumis à des pressions considérables. Dès la mise en place du Parc National de Mohéli, les Comores avaient planifié la création d'au moins une AP terrestre et une AP marine sur chacune des îles. Pour diverses raisons ces plans n'ont pu être réalisés jusqu'à présent.

Le projet consolidera le système d'APs par son expansion en créant de nouvelles APs qui augmenteront la protection d'écosystèmes terrestres et marins d'au moins 57.820 ha et par le développement des capacités à tous les niveaux. Les cadres législatif et politique seront ajustés à la nouvelle constitution du pays et consolidés pour clarifier la gouvernance et la gestion du système national d'APs. Des orientations stratégiques seront établies pour guider la création d'un réseau national d'APs qui optimisera la représentativité de la biodiversité du pays. Une entité dédiée au développement et à la gestion du système national d'APs sera créée et ses capacités renforcées en vue de mettre en commun l'expertise et les ressources financières pour apporter des services aux APs de manière efficiente. Un système de gestion de connaissances pour la conservation de la

biodiversité mettra en réseau les bases de données existantes et développera une base de données spécifique aux aires protégées pour permettre d'y implanter une gestion adaptative. Un mécanisme de financement durable sera mis en place pour couvrir les coûts récurrents des opérations des aires protégées.

Au niveau des sites individuels, la gestion des APs sera consolidée par la mise en place des infrastructures et de l'équipement requis pour assurer les opérations essentielles, le développement des outils de gestion, l'appui aux comités de cogestion et la mise en place d'un système de suivi des ressources ciblées par les efforts de conservation dans les APs. Les capacités des acteurs de la cogestion seront renforcées pour qu'ils soient en mesure de jouer leur rôle de manière autonome. Les modes de gouvernance de l'utilisation des terres, des espaces marins et des ressources seront clarifiés. Des lignes directrices seront définies pour encadrer le développement d'un tourisme durable et responsable en lien avec les aires protégées qui pourra contribuer à financer les efforts de conservation. Le projet appuiera aussi le développement d'activités de subsistance et économiques visant à réduire les pressions sur la biodiversité tout en améliorant la qualité de vie des communautés riveraines des APs.

À cet effet, le Bureau du PNUD et le Gouvernement des Comores entendent recruter un(e) Consultant(e) international(e) Juriste pour appuyer la coordination et la gestion des activités du projet.

Description de la mission

Le (la) Consultant(e) international(e) Juriste sera recruté(e) localement sur la base d'un processus concurrentiel ouvert. Il ou Elle sera responsable de fournir une expertise juridique pour le développement des cadres législatif, règlementaire et institutionnel du système national des APs, pour la formalisation de la création des APs et de l'adoption de leurs plans de gestion et pour les questions légales impliquées dans la négociation des droits d'accès et d'usage dans le cadre du développement des accords de cogestion.

Tâches et responsabilités

Le (la) Consultant(e) international(e) Juriste est chargé(e) travaillera en étroite collaboration avec toute l'équipe du projet pour accomplir les tâches suivantes :

- Participer activement et en étroite collaboration avec l'ensemble de l'équipe du projet à toutes les tâches de planification (plans de travail budgétisés), de suivi, et d'examen de la mise en œuvre du projet et au partage des connaissances pour les aspects qui relèvent de ses compétences et de ses responsabilités ;

- Assurer le leadership, avec l'appui du Coordonnateur National du Projet (CNP), du développement du cadre législatif et institutionnel pour la gestion du système d'Aires Protégées, ce qui comprend :

- L'établissement des comités de supervision, l'organisation et l'animation des ateliers locaux et nationaux de consultation, et la rédaction, la soumission et le suivi de l'adoption des textes législatifs et règlementaires nouveaux, mis à jour, consolidés et/ou harmonisés pour planifier, créer, gérer et superviser les aires protégées ;

- La formalisation de la structure institutionnelle, particulièrement la rédaction des textes de création et les consultations pour mettre en place le Conseil d'Administration du système d'Aires Protégées et le Comité consultatif du système d'Aires Protégées (représentants des parties prenantes) ;

- Contribuer au processus menant à l'expansion du système d'APs par la création des APs élargies et nouvelles en assistant aux consultations publiques requises par le LCE (Loi–cadre relative à l'environnement : ateliers insulaires pour chaque AP), en appuyant la synthèse du projet de création de chaque AP et en assurant la rédaction des décrets de création / modification des APs, leur soumission aux autorités;

- Contribuer au développement des capacités du personnel technique concerné au sein des Directions en charge de l'Environnement (Union et Îles), des représentants des communautés riveraines des Aires Protégées et de tout autre partenaire impliqué dans la cogestion des Aires Protégées, ce qui inclut la participation à l'évaluation des capacités des acteurs de la cogestion des Aires Protégées, et à la conception et la mise en œuvre du Plan de développement des capacités (formations) dans les domaines qui relèvent de son expertise;

- Contribuer dans la mesure du possible à clarifier la gouvernance de l'utilisation des ressources en apportant un appui-conseil pour concevoir les enquêtes sur les droits d'utilisation des terres et de la mer et des ressources et pour appuyer les négociations en vue de sécuriser les droits d'utilisation à long terme.

Compétences

- Sens de l'organisation et de la gestion ;
- Maturité personnelle et professionnelle ;
- Excellentes capacités pour le travail d'équipe avec de bonnes relations interpersonnelles ;
- Grande capacité d'adaptation dans toute situation conflictuelle en milieu de travail et communautaire ;
- Forte autonomie et capacité à gérer une grande charge de travail ;
- Capacité à travailler sous la pression et à répondre à des demandes supplémentaires dans des délais courts ;
- Capacité d'écoute, de négociation et d'arbitrage.

Qualifications et expérience requises

Le ou la candidat(e) recherché(e) doit être titulaire d'un diplôme d'études universitaires supérieures (maîtrise ou équivalent) en droit avec une spécialisation dans le domaine de l'environnement.

Il ou elle devra avoir :

- Une grande capacité à rédiger des textes de loi dans la version finale.
- Au moins 5 années d'expérience en droit environnemental ou en lien avec la gestion des ressources naturelles ;
- De solides compétences dans le développement de textes juridiques et dans le suivi de leur application,

- Une profonde compréhension des questions de conservation de la biodiversité, des questions des droits fonciers et des droits d'accès aux ressources terrestres et marines ;
- Une expérience pratique impliquant des collaborations entre des ministères/directions, les autorités du pays, des projets financés par des bailleurs de fonds, des institutions nationales partenaires et des parties prenantes locales ;
- Une capacité à travailler efficacement avec des partenaires à tous les niveaux, incluant les représentants des communautés locales, les responsables de l'environnement au sein de l'Union et des gouvernements, ainsi qu'avec tous les groupes impliqués dans le projet.
- Langues :
- Excellentes aptitudes à communiquer par écrit et oralement en français ;
- Une bonne connaissance pratique de l'anglais écrit et parlé est un atout.

Autres informations utiles :

- Processus d'approbation requis pour certifier l'atteinte des résultats et les paiements.
- Le paiement du consultant sera effectué à la fin de chaque mois après certification faite sur la base de la satisfaction des services fournis par le consultant, notamment les rapports dus et l'avancement des produits attendus.

ANNEX 2- CONDITIONS GENERALES APPLICABLES AUX CONTRATS RELATIFS AUX SERVICES D'UN PRESTATAIRE INDIVIDUEL

1. STATUT JURIDIQUE: Le Prestataire individuel possède le statut juridique de prestataire indépendant vis-à-vis du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et ne saurait être considéré, à quelque fin que ce soit, comme « membre du personnel » aux termes du Statut et du Règlement du personnel des Nations Unies, ou comme « fonctionnaire » du PNUD pour l'application de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies, adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies le 13 février 1946. De ce fait, aucun élément contenu dans le présent Contrat ou relatif à ce dernier n'établit de relation de travail ou de mandat entre le PNUD et le Prestataire individuel. Les fonctionnaires, représentants, salariés ou sous-traitants du PNUD et du Prestataire individuel, le cas échéant, ne doivent être considérés, à quelque titre que ce soit, comme des salariés ou des mandataires de l'une des deux parties. En outre, le PNUD et le Prestataire individuel seront seuls responsables en cas de réclamation découlant de ou relative à l'engagement de telles personnes ou entités.

2. NORMES DE CONDUITE: Dispositions générales : le Prestataire Individuel ne peut demander ni accepter d'instructions émanant d'une autorité externe au PNUD relatives à l'exécution de ses obligations en vertu du présent Contrat. En cas de tentative d'imposition de toute instruction de la part d'une autorité externe au PNUD relative à l'exécution des obligations aux termes des présentes par le Prestataire individuel, ce dernier doit en informer le PNUD dans les plus brefs délais et fournir l'assistance raisonnable requise par le PNUD. Le Prestataire individuel n'est pas autorisé à entamer des démarches portant sur l'exécution du présent Contrat ou relatives à ses obligations qui pourraient avoir des répercussions négatives sur les intérêts du PNUD. Par ailleurs, le Prestataire individuel doit remplir ses obligations conformément aux présentes dans le plein intérêt du PNUD. Le Prestataire individuel garantit qu'il n'a pas offert et ne doit pas accorder des avantages directs ou indirects découlant de ou relatifs à l'exécution du présent Contrat ou l'attribution de celui-ci à tout représentant, fonctionnaire, salarié ou autre mandataire du PNUD. Le Prestataire individuel doit respecter toutes les lois, ordonnances, règles et réglementations régissant l'exécution de ses obligations aux termes du présent Contrat. Durant l'exécution du présent Contrat, le Prestataire individuel doit respecter les normes de conduite fixées par la circulaire du Secrétaire Général ST/SGB/2002/9 du 18 juin 2002 intitulée « Règlement régissant le statut et les droits et obligations élémentaires des personnalités au service de l'ONU non fonctionnaires du secrétariat et des experts en mission ».

Le Prestataire individuel doit se conformer à toutes les directives relatives à la sécurité publiées par le PNUD. Le non-respect desdites directives entraînera la résiliation du présent Contrat de services spéciaux pour un motif déterminé.

Interdiction d'exploitation et d'abus sexuels : Durant l'exécution du présent Contrat, le Prestataire individuel doit respecter les normes de conduite énoncées dans la circulaire du Secrétaire Général ST/SGB/2003/13 du 9 octobre 2003 intitulée « Dispositions spéciales visant à prévenir l'exploitation et les abus sexuels ». Plus précisément, le Prestataire ne doit se livrer à aucune conduite susceptible de constituer un abus ou une exploitation sexuel(le), tel que défini dans la circulaire susmentionnée.

Le Prestataire individuel reconnaît et accepte que le non-respect des dispositions susmentionnées constitue un manquement aux conditions essentielles du présent Contrat et, en sus de tout autre droit ou recours légal dont toute personne dispose, un motif de résiliation des présentes. En outre, aucun élément du présent Contrat ne

doit limiter le droit du PNUD de porter tout manquement présumé des normes de conduite précitées devant les autorités nationales compétentes afin d'entamer des poursuites appropriées.

3. TITRE, DROITS D'AUTEUR, BREVETS ET AUTRES DROITS DE PRORIÉTÉ: La propriété de tous les équipements et fournitures mis à disposition par le PNUD au Prestataire individuel pour l'exécution des obligations au titre du présent Contrat demeure celle du PNUD, et tous lesdits équipements doivent être restitués au PNUD au terme des présentes ou lorsque le Prestataire individuel n'en a plus besoin. Les équipements restitués au PNUD doivent être dans le même état que lorsqu'ils ont été remis au Prestataire individuel, sous réserve de l'usure normale. Le Prestataire individuel sera tenu de dédommager le PNUD en cas de dommage ou de dégradation des équipements au-delà de l'usure normale.

Le PNUD détient tous les droits de propriété intellectuelle et tout autre droit de propriété, y compris, sans limitation, les brevets, les droits d'auteur et les marques déposées relatifs aux produits, aux processus, aux inventions, aux idées, au savoir-faire ou aux documents et autres matériels que le Prestataire individuel aura développés pour le PNUD en vertu du présent Contrat et qui ont un lien direct avec, ou qui sont produits, préparés, recueillis suite à, ou durant l'exécution des présentes. Le Prestataire individuel reconnaît et accepte que lesdits produits, documents et autres matériels constituent des oeuvres réalisées en contrepartie d'une rémunération dans le cadre du présent Contrat pour le compte du PNUD. Cependant, dans la mesure où toute propriété intellectuelle ou autre droit de propriété se compose de la propriété intellectuelle ou des droits de propriété du Prestataire individuel : (a) dont l'existence précédait l'exécution des obligations du Prestataire individuel aux termes des présentes, ou (b) que celui-ci développe, acquiert, a développé ou acquis indépendamment de l'exécution de ses obligations en vertu du présent Contrat, le PNUD n'a pas et ne peut réclamer aucun droit de propriété y afférent. Le Prestataire individuel concède au PNUD une licence perpétuelle d'utilisation de cette propriété intellectuelle ou des autres droits de propriété uniquement aux fins et conformément aux conditions requises par le Contrat. À la demande du PNUD, le Prestataire individuel doit prendre toutes les mesures nécessaires, signer tous les documents requis et, de manière générale, apporter son assistance afin d'obtenir ces droits de propriété et de les céder ou les concéder sous licence au PNUD conformément aux conditions requises par la loi applicable et par le présent Contrat. Sous réserve des dispositions susmentionnées, l'ensemble des cartes, dessins, photographies, mosaïques, plans, rapports, estimations, recommandations, documents ainsi que de toute autre donnée recueillis ou reçus par le Prestataire individuel dans le cadre du présent Contrat sont la propriété du PNUD et doivent être mis à disposition pour utilisation ou inspection par le PNUD en des lieux et dans des délais raisonnables, doivent être considérés comme confidentiels et doivent être remis uniquement aux fonctionnaires autorisés du PNUD à l'achèvement des travaux conformément aux présentes.

4. CONFIDENTIALITÉ DES DOCUMENTS ET DES INFORMATIONS: Les informations et les données considérées par le PNUD ou le Prestataire individuel comme leur propriété, ou qui sont transmises ou divulguées par l'une des parties (le « Communicateur ») à l'autre partie (le « Destinataire ») durant l'exécution du présent Contrat et qualifiées de confidentielles (les « Informations ») doivent être tenues secrètes et traiter comme suit : le Destinataire de ces Informations doit faire preuve de la même diligence et discrétion pour éviter toute divulgation, publication ou diffusion des Informations du Communicateur que pour ses propres informations similaires et qu'il ne souhaite pas divulguer, publier ou diffuser. Le Destinataire peut utiliser les Informations du Communicateur uniquement dans le but pour lequel elles ont été divulguées. Sur accord écrit et préalable du Communicateur, le Destinataire peut divulguer des Informations confidentielles à toute autre partie, ainsi qu'à

ses salariés, fonctionnaires, représentants et mandataires ayant besoin de connaître ces Informations confidentielles uniquement dans le cadre de l'exécution des obligations au présent Contrat. Sous réserve et sans renonciation aux privilèges et immunités du PNUD, le Prestataire individuel peut divulguer les Informations dans la mesure où la loi le permet, sous réserve que le Prestataire individuel notifie au PNUD suffisamment à l'avance sa demande de divulgation des Informations afin que le PNUD puisse adopter des mesures de protection ou toute autre action jugée appropriée. Le PNUD peut divulguer des Informations dans la mesure où la Charte des Nations Unies, les résolutions ou les règlements de l'Assemblée Générale ou de ses autres organes directeurs, ou les règles promulguées par le Secrétaire Général l'exigent. Le Destinataire doit pouvoir divulguer librement et sans contrainte les Informations qu'il aurait obtenues d'un tiers sans restriction, divulguées par le Communicateur à un tiers sans aucune obligation de confidentialité, déjà portées à la connaissance du Destinataire, ou développées à tout moment par le Destinataire indépendamment des divulgations effectuées dans le cadre des présentes. Ces obligations et restrictions de confidentialité seront en vigueur pendant la durée du présent Contrat, y compris en cas de prorogation et, sauf stipulation contraire des présentes, resteront en vigueur après expiration du Contrat.

5. DÉPLACEMENTS, CERTIFICAT MÉDICAL ET DÉCÈS, ACCIDENT OU MALADIE IMPUTABLES AU SERVICE: Si le Prestataire individuel doit effectuer un déplacement requis par le PNUD au-delà des distances du trajet domicile-travail par rapport au lieu habituel de résidence du Prestataire individuel, et après accord préalable écrit, le déplacement sera à la charge du PNUD. Les déplacements en avion doivent être effectués en classe économique.

Le PNUD peut demander au Prestataire individuel de soumettre un certificat médical délivré par un médecin reconnu avant de prendre ses fonctions dans les bureaux ou les locaux du PNUD ou avant de réaliser un quelconque déplacement requis par le PNUD ou lié à l'exécution du présent Contrat. Le Prestataire individuel doit fournir ce certificat médical dès que possible après cette demande, et avant la réalisation du déplacement. En outre, le Prestataire individuel garantit l'exactitude dudit certificat, y compris, sans limitation, la confirmation que le Prestataire individuel a été pleinement informé des exigences de vaccination dans le ou les pays où il peut être autorisé à se rendre.

En cas de décès, accident ou maladie du Prestataire individuel attribuable à la prestation des services pour le compte du PNUD aux termes du présent Contrat lors du déplacement du Prestataire individuel aux frais du PNUD ou la réalisation de tout service dans le cadre des présentes dans les bureaux ou les locaux du PNUD, le Prestataire individuel ou les personnes à sa charge ont droit à des dédommagements équivalents à ceux prévus par la police d'assurance du PNUD, disponible sur demande.

6. INTERDICTION RELATIVE À LA CESSION ; MODIFICATIONS: Le Prestataire individuel n'est pas autorisé à céder, déléguer, transférer, nantir ou disposer du présent Contrat de quelque manière que ce soit, en tout ou partie, ou de tout droit, toute réclamation ou obligation y relatif sauf sur autorisation écrite préalable du PNUD.

Toutes les tentatives susmentionnées seront réputées nulles et non avenues. Les conditions de tout engagement, toute licence ou autre forme de contrat complémentaire relatifs à des biens ou services à fournir dans le cadre du présent Contrat seront considérées comme non valables et non opposables au PNUD, et ne constituent en aucun cas un accord du PNUD, sauf si lesdits engagements, licences ou autres formes de contrat font l'objet d'un engagement écrit valable du PNUD. Aucune modification ni changement au présent Contrat ne

seront valables ni opposables au PNUD sauf en cas d'avenant écrit au Contrat valable signé par le Prestataire individuel et un fonctionnaire autorisé ou une autorité contractante compétente du PNUD.

7. SOUS-TRAITANCE: En cas de recours du Prestataire individuel aux services de sous-traitants pour l'exécution des obligations au présent Contrat, celui-ci doit obtenir un accord écrit préalable du PNUD pour tout sous-traitant. Le PNUD peut, à sa discrétion, rejeter tout sous-traitant proposé ou demander le retrait d'un sous-traitant sans aucune justification. Le Prestataire individuel ne peut invoquer ce rejet comme motif de retards ou de non-exécution de ses obligations au présent Contrat. Le Prestataire individuel est seul responsable de tous les services et obligations exécutés par ses sous-traitants. Les conditions de tout contrat de sous-traitance doivent être soumises, et interprétées de telle sorte à être en conformité, avec les modalités du présent Contrat.

8. UTILISATION DU NOM, DE L'EMBLÈME OU DU CACHET OFFICIEL DES NATIONS UNIES: Le Prestataire individuel ne doit pas afficher ni rendre public de quelque manière que ce soit, à des fins commerciales ou pour sa réputation, ses relations contractuelles avec le PNUD. Le Prestataire individuel ne doit pas non plus, de quelque manière que ce soit, utiliser le nom, l'emblème ou le cachet officiel du PNUD, ou toute abréviation du nom du PNUD, en lien avec son activité ou sans autorisation écrite du PNUD.

9. INDEMNISATION: Le Prestataire individuel s'engage à défendre, couvrir et dégager le PNUD, ses fonctionnaires, ses mandataires et salariés de toute responsabilité en cas de procès, réclamations, pertes et obligations de quelque nature que ce soit, y compris, sans limitation, tous les frais de justice, honoraires d'avocats, frais de règlement du différend et dommages-intérêts fondés sur, découlant de, ou liés : (a) aux allégations ou réclamations selon lesquelles l'utilisation par le PNUD de tout dispositif breveté, de document protégé par le droit d'auteur ou de tout autre bien ou service fourni au PNUD pour son utilisation en vertu du présent Contrat, en tout ou partie, séparément ou en combinaison, constitue une atteinte au brevet, aux droits d'auteur, à la marque déposée ou à tout autre droit de propriété intellectuelle d'un tiers quel qu'il soit ; ou (b) à tout acte ou omission du Prestataire individuel, ou d'un de ses sous-traitants, ou de quiconque employé directement ou indirectement par ces derniers pour l'exécution des présentes, qui engage la responsabilité d'un tiers au présent Contrat, y compris, sans limitation, les réclamations et obligations sous forme de réclamation d'indemnité pour accident du travail.

10. ASSURANCE: Le Prestataire individuel est tenu de payer au PNUD dans les plus brefs délais toutes les pertes, destructions ou dommages aux biens appartenant au PNUD causés par le Prestataire individuel, tout sous-traitant, ou toute personne directement ou indirectement employée par ceux-ci pour l'exécution du présent Contrat. Le Prestataire individuel sera tenu entièrement responsable de sa souscription et du renouvellement d'une police d'assurance adéquate requise pour répondre à toute obligation aux présentes, ainsi que de la mise en place, aux frais du Prestataire individuel, d'une assurance-vie, maladie et d'autres formes d'assurance que le Prestataire individuel juge appropriées couvrant la période durant laquelle le Prestataire individuel fournit le service aux termes du présent Contrat. Le Prestataire individuel reconnaît et accepte qu'aucune des polices d'assurance souscrites par le Prestataire individuel ne doit être interprétée comme une limitation de la responsabilité dudit Prestataire découlant de ou relative aux présentes.

11. SERVITUDES ET PRIVILÈGES: Aucun privilège ni aucune servitude ne doit être déposé(e) auprès d'un office public ou du PNUD par un tiers contre une somme d'argent due par le Prestataire individuel ou à devoir à un

donneur d'ordre ou contre tout bien ou document fourni aux termes des présentes, ou pour toute réclamation portée à l'encontre du Prestataire individuel.

12. FORCE MAJEURE ; AUTRES MODIFICATIONS DES CONDITIONS: En cas de force majeure et dès la survenue de tout événement de force majeure, le Prestataire individuel doit notifier par écrit dans les détails au PNUD la survenue ou la cause si le Prestataire individuel est de ce fait dans l'impossibilité, en tout ou partie, d'exécuter ses obligations et d'assumer ses responsabilités aux termes du présent Contrat. Le Prestataire individuel doit également notifier au PNUD toute modification des conditions ou la survenue de tout événement compromettant ou susceptible de compromettre l'exécution des présentes. Dans un délai maximal de quinze (15) jours suivant la notification de la force majeure ou de toute autre modification des conditions ou de l'événement, le Prestataire individuel doit en outre soumettre une déclaration au PNUD indiquant une estimation des dépenses à prévoir pendant la durée de la modification ou de l'événement susmentionné(e). À réception de la ou des notifications requises dans les présentes, le PNUD prendra les mesures jugées appropriées ou nécessaires eu égard aux circonstances, à sa seule discrétion, y compris une extension du délai d'exécution de toute obligation en vertu des présentes.

Si, du fait de la force majeure, le Prestataire individuel est dans l'impossibilité permanente, en tout ou partie, de remplir ses obligations et d'assumer ses responsabilités aux termes des présentes, le PNUD est autorisé à suspendre ou résilier le présent Contrat, selon les mêmes conditions prévues ci-dessous, sous « Résiliation ». La notification doit intervenir sous cinq (5) jours au lieu de tout autre délai de notification requis. Dans tous les cas, le PNUD est autorisé à déclarer le Prestataire individuel dans l'impossibilité permanente d'exécuter ses obligations en vertu des présentes si la période de suspension du Prestataire individuel excède trente (30) jours.

« Force majeure », tel qu'utilisé ci-dessus, s'entend de tout événement naturel imprévisible et irrésistible, d'acte de guerre (déclarée ou non), d'invasion, de révolution, d'insurrection ou de tout autre événement ou acte similaire, sous réserve que de tels actes découlent de causes échappant à tout contrôle et ne résultent pas d'une faute ou d'une négligence du Prestataire individuel. Concernant toute obligation au présent Contrat que le Prestataire individuel doit exécuter dans ou pour toute zone dans laquelle le PNUD est engagé, se prépare à s'engager, ou à se désengager pour une opération de maintien de la paix, humanitaire ou similaire, le Prestataire individuel reconnaît et accepte que tout retard ou inexécution des obligations résultant ou lié(e) à des conditions difficiles dans lesdites zones ou tout incident issu de troubles civils survenant dans celles-ci, ne constitue en aucun cas une force majeure en vertu du présent Contrat.

13. RÉSILIATION: L'une des deux parties peut résilier le présent Contrat, en tout ou partie, sur notification écrite à l'autre partie. Le préavis doit être de cinq (5) jour en cas d'accords dont la durée totale est inférieure à deux (2) mois et de quatorze (14) jours pour un contrat d'une durée supérieure à deux (2) mois. L'introduction d'une procédure de conciliation ou d'arbitrage, tel que mentionné ci-dessous, ne doit pas être, ou constituer un motif de résiliation du présent Contrat. Le PNUD peut, sans porter atteinte aux autres droits et recours à sa disposition, résilier le présent Contrat sans délai, en cas : (a) de faillite, de liquidation, d'insolvabilité du Prestataire individuel, de dépôt d'un moratoire ou d'une demande de sursis sur toute obligation de paiement ou de remboursement, ou d'ouverture d'une procédure d'insolvabilité ; (b) d'acceptation d'un moratoire ou d'un sursis ou de déclaration d'insolvabilité, de cession des biens au profit d'un ou plusieurs créanciers ; (c) de nomination d'un Administrateur judiciaire chargé de la gestion de l'insolvabilité du Prestataire individuel ; (d) de règlement de la part du Prestataire individuel en lieu et place d'une faillite ou d'une administration judiciaire ;

ou (e) si le PNUD estime que le Prestataire individuel a subi des changements défavorables de sa situation financière qui sont susceptibles de mettre en danger ou d'affecter de manière significative l'aptitude du Prestataire individuel à exécuter ses obligations aux termes du présent Contrat.

En cas de résiliation du présent Contrat, sur réception de la notification de résiliation par le PNUD, le Prestataire individuel doit, sauf indications contraires du PNUD dans sa notification de résiliation ou par écrit : (a) prendre des mesures immédiates pour achever l'exécution de ses obligations en vertu du présent Contrat de manière ordonnée et dans les plus brefs délais, tout en réduisant au minimum les coûts ; (b) s'abstenir d'assumer des engagements supplémentaires aux termes des présentes à la date de réception de ladite notification (c) remettre tous les plans, dessins, informations et autres biens, partiellement ou entièrement réalisés qui auraient dû être livrés au PNUD une fois achevés ; (d) terminer l'exécution des travaux en cours ; et (e) prendre toute autre mesure jugée nécessaire, ou demandée par le PNUD par écrit, afin de protéger et préserver tout bien, corporel ou incorporel, relatif au présent Contrat que le Prestataire individuel aurait en sa possession et sur lequel le PNUD a ou peut vraisemblablement acquérir un intérêt.

En cas de résiliation du présent Contrat, le PNUD n'est tenu qu'au paiement d'une indemnité calculée au prorata et uniquement pour les travaux réellement exécutés donnant entière satisfaction au PNUD conformément aux conditions des présentes. Les frais supplémentaires engagés par le PNUD découlant de la résiliation du présent Contrat par le Prestataire individuel peuvent être déduits de tout montant dû par ledit Prestataire au PNUD.

14. NON-EXCLUSIVITÉ: Le PNUD n'a aucune obligation de respect, et aucune limitation de son droit d'obtenir des biens de même nature, qualité et quantité, ou d'obtenir tout service dont la nature est décrite dans le présent Contrat, d'une autre source à tout moment.

15. FISCALITÉ: L'Article II, section 7 de la Convention sur les privilèges et immunités des Nations Unies stipule, entre autres, que les Nations Unies, y compris les organes subsidiaires, sont exonérées de tout impôt direct, sauf les frais de services publics, des droits de douane et des frais similaires pour les articles importés ou exportés destinés à une utilisation officielle. En cas de refus de la part d'une autorité gouvernementale de reconnaître l'exonération des Nations Unies desdits impôts, restrictions, droits ou frais, le Prestataire individuel doit immédiatement consulter le PNUD pour convenir d'une procédure mutuellement acceptable. La responsabilité du PNUD ne peut être engagée pour tout impôt, droit ou autre frais dus par le Prestataire individuel relatifs à tout montant payé par ledit Prestataire en vertu du présent Contrat. En outre, le Prestataire individuel reconnaît que le PNUD ne délivrera aucun état financier au Prestataire individuel relatif à de tels paiements.

16. AUDITS ET INVESTIGATIONS:

Toute facture acquittée par le PNUD peut faire l'objet d'une vérification après paiement par des auditeurs, internes ou externes, du PNUD ou par d'autres agents autorisés et agréés du PNUD en tout temps pendant la durée du Contrat et pendant une période de deux (2) ans suivant l'expiration du Contrat ou sa résiliation anticipée. Le Prestataire individuel est tenu de rembourser au PNUD tout montant que les audits établissent comme ayant été payés par celle-ci d'une manière non conforme aux termes du Contrat.

Le Prestataire individuel déclare comprendre et acquiesce que le PNUD pourra, de temps à autre, effectuer des enquêtes portant sur tout aspect du Contrat ou de son attribution, les obligations exécutées en vertu du Contrat et les activités de le Prestataire individuel se rapportant dans l'ensemble à l'exécution du Contrat. Le droit du PNUD d'effectuer une enquête et l'obligation de le Prestataire individuel de s'y conformer ne s'éteignent pas à l'expiration du Contrat ou à la suite de sa résiliation anticipée. Le Prestataire individuel s'engage à coopérer pleinement et diligemment à de tels audits, vérifications après paiement ou enquêtes. Dans le cadre de cette coopération, le Prestataire individuel doit notamment mettre son personnel et toute documentation pertinente à la disposition du PNUD et lui permettre l'accès à ses locaux dans un délai et à des conditions raisonnables. Le Prestataire individuel exige de ses agents, notamment ses avocats, comptables ou autres conseillers, de collaborer raisonnablement aux inspections, audit après paiement ou investigations effectuées par le PNUD en vertu du Contrat.

17. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS:

Règlement à l'amiable : le PNUD et le Prestataire individuel doivent apporter la diligence et les efforts nécessaires pour régler à l'amiable tout différend, litige ou réclamation découlant du présent Contrat ou de son non-respect, sa résiliation ou sa nullité. Lorsque les parties souhaitent régler leur différend à l'amiable par le biais de la conciliation, celle-ci se déroulera conformément au Règlement de conciliation en vigueur de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (« CNUDCI ») ou selon toute autre procédure telle que convenue par écrit entre les parties.

Arbitrage : tout litige, différend, ou réclamation entre les parties découlant du présent Contrat, ou de son non-respect, de sa résiliation ou de sa nullité, doit faire l'objet d'une procédure d'arbitrage conformément au Règlement d'arbitrage en vigueur de la CNUDCI, sauf en cas de règlement à l'amiable tel que mentionné ci-dessus. Les décisions du tribunal d'arbitrage doivent se fonder sur les principes généraux du droit du commerce international. Pour toute question relative à la preuve, le tribunal d'arbitrage doit se référer à l'ouvrage Supplementary Rules Governing the Presentation and Reception of Evidence in International Commercial Arbitration (règles complémentaires régissant la présentation et la réception de preuves dans le cadre d'un arbitrage commercial international) de l'Association internationale du barreau, édition du 28 mai 1983. Le tribunal d'arbitrage sera habilité à ordonner la restitution ou la destruction de tout bien, corporel ou incorporel, ou de toute information confidentielle transmise dans le cadre du présent Contrat, à ordonner la résiliation des présentes, ou à ordonner l'adoption de mesures de protection appropriées des marchandises, des services ou de tout autre bien, corporel ou incorporel, ou de toute information confidentielle fournis aux termes du présent Contrat, selon le cas, le tout conformément à l'autorité du tribunal d'arbitrage en vertu de l'article 26 (« Mesures provisoires ou conservatoires ») et de l'article 32 (« Forme et effet de la sentence ») du Règlement d'arbitrage du CNUDCI. Le tribunal d'arbitrage n'est pas autorisé à prononcer de décision de réparation pour préjudice moral. En outre, sauf stipulation contraire mentionnée dans le présent Contrat, le tribunal d'arbitrage n'est pas autorisé à accorder des intérêts supérieurs au taux interbancaire offert à Londres en vigueur (« LIBOR »), et de tels intérêts doivent être uniquement simples. La sentence prononcée dans le cadre de la procédure d'arbitrage aura force obligatoire pour les parties, et sera considérée comme le règlement définitif du litige, différend ou réclamation.

18. PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS: Aucun élément contenu ou relatif au présent Contrat ne doit être considéré comme une renonciation, expresse ou tacite, à tout privilège et à toute immunité des Nations Unies, y compris de ses organes subsidiaires.